

Migrations en Méditerranée - Stop à l'hypocrisie des Etats !

Alimenter une spirale de violence et de répression condamne tout progrès social pour tous les peuples de la Méditerranée. La violence d'Etat ne peut constituer la seule réponse face à la volonté de candidats privés de ressources et d'espoir. Au Nord comme au Sud de la Méditerranée, les discours se sont radicalisés et nous assistons à la criminalisation et au musellement des organisations de solidarité.

La détérioration très rapide de la situation des migrant-e-s présent-e-s sur le territoire tunisien et la tragédie supplémentaire suite au décès de 60 personnes au large des côtes italiennes, traduisent une fois de plus le cercle infernal du traitement sécuritaire de la mobilité et l'hypocrisie qui domine le dialogue politique entre les Etats.

Les organisations syndicales constatent avec consternation le passage du déni au catastrophisme que l'Etat tunisien a adopté, stigmatisant la communauté noir africaine travaillant depuis plusieurs années sur le territoire et privant le pays d'un débat national pourtant réclamé par les acteurs civils et les institutions. Nous appelons les autorités à faciliter l'accès aux services de santé et permettre des conditions de logement digne aux communautés et d'ouvrir la perspective d'une opération exceptionnelle de régularisation par le travail.

Les organisations syndicales constatent avec consternation le jeu politique des dirigeants qui infantilisent les populations, s'accordent secrètement dans les couloirs, détournent les routes migratoires de leur territoire et déshumanisent les migrant-e-s. Le soutien de l'Italie pour le déblocage du prêt FMI en faveur de la Tunisie est un calcul purement égoïste qui ne traduit nullement les valeurs de fraternité entre les peuples de la Méditerranée.

Continuer à taire la responsabilité de la logique répressive exigée par les pays européens et mettre sous silence les enjeux des politiques de développement, d'accaparement des richesses et d'insécurité qui poussent à la mobilité, ne peut engendrer que davantage de difficultés et un gâchis humain intolérable. La Méditerranée apparaît désormais sous la forme d'un théâtre de guerre sur fond d'un appauvrissement rapide des populations.

Les organisations membres du RSMMS appellent donc à une refonte du dialogue sur la migration et une responsabilisation des Etats pour répondre aux défis structurels qui se posent et développer les alternatives à la migration irrégulière et à la situation des travailleurs sans papiers :

Nous renouvelons notre appel aux Etats des pays d'origine, de transit et d'installation, pour se responsabiliser collectivement et rompre avec la dérive autoritaire porteuse de violence et de conflit entre les peuples ;

Nous renouvelons l'appel à la régularisation des travailleurs sans papiers dans toute l'Europe et en Afrique du Nord pour mettre fin à l'exploitation, la discrimination et la mise en compétition des travailleuses et travailleurs. Nous considérons que l'accessibilité des voies légales constitue la meilleure stratégie de lutte contre la migration irrégulière et les conflits entre communautés ;

Nous insistons sur la nécessité d'un dialogue social inclusif et effectif pour développer des réponses basées sur le droit et réguler la mobilité des travailleurs entre les pays. Assumer pleinement le lien

entre la politique migratoire et les politiques de l'emploi dans le cadre des négociations collectives est une condition indispensable pour y parvenir ;

Nous rappelons que les femmes migrantes demeurent particulièrement vulnérables, sont exposées encore plus aux risques de violences et d'abus et nécessitent le développement de réponses spécifiques.

Nous condamnons tout propos attisant la haine et la désinformation et appelons toutes les organisations syndicales membres à se mobiliser pour sensibiliser l'opinion publique et porter un débat responsable sur la question des travailleur-se-s migrant-e-s au niveau national et régional.

Pour les organisations membres,

La coordination générale du RSMMS

Fait à Rome, le 1^{er} mars 2023

segreteria@rsmms.net

www.rsmms.net

**Liste des organisations syndicales membres du
Réseau Syndical Migrations Méditerranéennes Subsahariennes (RSMMS)**

(en date du 5 février 2022 – Liste actualisée après la 6^{ème} AG)



Pays	Dénomination	Acronyme
Coordination générale du RSMMS (& membre)		
1. Italie	1. Confederazione Generale Italiana del Lavoro	CGIL
Organisations syndicales membres du RSMMS		
2. Algérie	2. Confédération Générale Autonome des Travailleurs en Algérie	CGATA
3. Belgique	3. Confédération des Syndicats Chrétiens	CSC
	4. Fédération Générale du Travail de Belgique	FGTB
4. Bénin	5. Union Nationale des Syndicats des Travailleurs du Bénin	UNSTB
5. Burkina Faso	6. Union Syndicale des Travailleurs du Burkina	USTB
6. Côte d'Ivoire	7. Union Générale des Travailleurs de Côte d'Ivoire	UGTCI
7. Espagne	8. Confederación Sindical de Comisiones Obreras	CCOO
	9. Unión Sindical Obrera	USO
	10. Unión General de Trabajadores	UGT
8. France	11. Confédération Française Démocratique du Travail	CFDT
	12. Confédération Générale du Travail	CGT
9. Italie	13. Unione Italiana del Lavoro	UIL
10. Mali	14. Confédération Syndicale des Travailleurs du Mali	CSTM
	15. Union Nationale des Travailleurs du Mali	UNTM
11. Maroc	16. Confédération Démocratique du Travail	CDT
	17. Union Marocaine du Travail	UMT
12. Mauritanie	18. Confédération Générale des Travailleurs de Mauritanie	CGTM
	19. Union des Travailleurs de Mauritanie	UTM
13. Niger	20. Union des Syndicats des Travailleurs du Niger	USTN
	21. Confédération Nigérienne du Travail	CNT
	22. Confédération Démocratique des Travailleurs du Niger	CDTN
14. Portugal	23. Confederação Geral dos Trabalhadores Portugueses – Intersindical Nacional	CGTP-IN
15. Sénégal	24. Confédération Nationale des Travailleurs du Sénégal	CNTS
	25. Confédération Nationale des Travailleurs du Sénégal - Forces du changement	CNTS-FC
	26. Confédération des Syndicats Autonomes	CSA
	27. Union Démocratique des Travailleurs du Sénégal	UDTS
	28. Union Nationale des Syndicats Autonomes du Sénégal	UNSAS
16. Togo	29. Confédération Syndicale des Travailleurs du Togo	CSTT
17. Tunisie	30. Union Générale Tunisienne du Travail	UGTT

Contact :

Coordination générale

segreteria@rsmms.net

CGIL, Corso Italia 25,

00198 Rome (Italie)

tél. +39.068476449

www.rsmms.net